

**ARRETE MUNICIPAL N°A2024-572  
AUTORISANT UNE OCCUPATION DU DOMAINE  
PUBLIC  
2 RUE MASSIEU DE CLERVAL  
LE 24 JUILLET 2024**

## **LE MAIRE DE LA COMMUNE DE COURSEULLES S/MER**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2211-1 et suivants et L2213-1 et suivants, et L2122-18,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

Vu l'arrêté interministériel modifié du 24 Novembre 1967 sur la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

Vu la demande de l'entreprise SARL CHARTEAU, en date du 11 juillet 2024,

Vu l'arrêté municipal n°2020-280 du 22 juin 2020 portant délégation de fonctions et de signature au bénéfice du 5<sup>ème</sup> Adjoint, Monsieur Francis NICAISE,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures pour assurer l'ordre, la sécurité des intervenants et de la population,

Considérant la nécessité d'assurer le parfait déroulement du déménagement effectué par l'entreprise SARL CHARTEAU – 8 avenue de l'Epi – 77540 ROZAY EN BRIE,

### **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'entreprise SARL CHARTEAU est autorisée à occuper le domaine public, afin de réaliser un déménagement, au 2 rue Massieu de Clerval, **le 24 juillet 2024 de 12h00 à 18h00.**

**ARTICLE 2 :** L'ACCES sera interdit à tout véhicule dans la rue Massieu de Clerval, **le 24 juillet 2024 de 12h00 à 18h00.**

**ARTICLE 3 :** La CIRCULATION sera autorisée en double sens, uniquement pour les riverains de cette rue, **le 24 juillet 2024 de 12h00 à 18h00.**

**ARTICLE 4 :** Le STATIONNEMENT sera interdit à tout véhicule (sauf le véhicule de l'entreprise SARL CHARTEAU) devant le 2 de la rue Massieu de Clerval, **le 24 juillet 2024 de 12h00 à 18h00.**

**ARTICLE 5 :** Le pétitionnaire aura la charge de matérialiser les dispositions citées dans l'article 2 par des moyens réglementaires.

ARTICLE 6 : Il est interdit aux véhicules effectuant le déménagement de rouler ou de se stationner sur les trottoirs et de se stationner devant les sorties d'habitations des riverains de cette rue.

ARTICLE 7 : Afin d'assurer la sécurité, l'entreprise aura la charge de matérialiser la zone du déménagement.

ARTICLE 8 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire et agent de la force publique habilités à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 9 : Les dispositions du présent arrêté ne seront pas applicables aux véhicules d'urgence (SAMU, sapeurs-pompiers, ambulances, police).

ARTICLE 10 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : Madame le Maire, Monsieur l'adjoint au maire en charge de la sécurité, Monsieur le commandant de la communauté de brigade de Courseulles-sur-Mer, Monsieur le responsable de la police municipale ainsi que le pétitionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui fera l'objet d'une insertion au registre des actes de l'exécutif, d'une publication et sera transmis à la Préfecture du Calvados.

Fait à COURSEULLES S/MER, le 11/07/2024

Signé le 18/07/2024

Publié le 18/07/2024

Pour le Maire et par délégation



Le Maire Adjoint

*Francis Nicaise*

Francis NICAISE